



INFORMATIONS AUX TERMES DES ARTICLES 13, 14 ET 21 DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Chères clientes, chers clients,

Nous vous informons, conformément aux articles 13, 14 et 21 du RGPD, du traitement de vos données à caractère personnel auquel nous procédons et des droits que vous accordent les dispositions en matière de protection des données.

La nature précise des données traitées et leurs modalités d'utilisation dépendent en grande partie des prestations convenues.

1. Qui est responsable du traitement des données et à qui pouvez-vous vous adresser ?

Responsable, personne de contact et coordonnées

E. Breuninger GmbH & Co.
Marktstraße 1–3, 70173 Stuttgart
Deutschland
Tel. 0049 (0) 711/211 – 0
E-Mail kontakt@breuninger.de

Interlocuteur

Pour contacter directement notre déléguée à la protection des données, veuillez envoyer un courrier à l'adresse ci-dessus en mentionnant sur l'enveloppe "À l'attention du délégué à la protection des données". Notre responsable de la protection des données peut être contacté à l'adresse électronique suivante: datenschutz@breuninger.de.

Si vous souhaitez poser une question concernant le traitement de vos données à l'autorité responsable, veuillez vous adresser à „Landesbeauftragter für Datenschutz und Informationsfreiheit Baden-Württemberg“, adresse postale : Lautenschlagerstraße 20, 70173 Stuttgart, Allemagne, tél. 0049 (0) 711/61 55 41-0, fax : 0049 (0) 711/61 55 41-15, e-mail : poststelle@lfdi.bwl.de. Toutefois, les personnes concernées peuvent également s'adresser à toute autre autorité de contrôle de la protection des données.

2. Quelles sources et quelles données utilisons-nous ?

Nous traitons les données personnelles que vous nous transmettez dans le cadre de notre rapport commercial.

De plus, nous traitons, si cela est nécessaire pour la fourniture de notre prestation, les données personnelles que nous avons légitimement reçues d'autres entreprises ou d'autres tiers (p. ex., pour l'exécution de commandes ou de contrats, ou en vertu de votre consentement).

D'autre part, nous traitons les données personnelles que nous avons légitimement obtenues à partir de sources accessibles au public (presse, médias, par exemple) et que nous sommes autorisées à traiter.

Les données personnelles concernées sont les données d'identification personnelle (nom, adresse et autres coordonnées, date de naissance et lieu de naissance, nationalité, sexe), les données de légitimation (p. ex., données de pièce d'identité). Il peut s'agir également des données relatives aux commandes (par ex., documents de livraison, d'expédition ou de modification), des données relatives à l'exécution de nos obligations contractuelles (par ex. données relatives aux ventes, données relatives aux produits etc.), des données publicitaires et commerciales, des données contractuelles et documentaires (par ex. lettres commerciales), des données relatives aux opérations de paiement (numéro de compte, coordonnées bancaires), des données de communication (numéro de téléphone, adresse électronique etc.), des données relatives à l'utilisation que vous faites de nos médias électroniques (par exemple, date de consultation de notre site Internet, de notre lettre d'information, pages consultées) ainsi que d'autres données comparables à celles des catégories énumérées cidessus.

3. Dans quel but traitons-nous vos données (finalité du traitement) et sur quelle base juridique ?

Nous traitons les données personnelles conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE et de la loi fédérale sur la protection des données :

a) Pour l'exécution d'un contrat (article 6 paragraphe 1 point b) du RGPD)

Le traitement des données à caractère personnel (article 4, paragraphe 2 du RGPD) a lieu pour la conclusion et l'exécution de contrats avec vous, ainsi que pour toutes les activités nécessaires à l'exploitation et à l'administration d'une entreprise.

Les finalités du traitement des données se rapportent en premier lieu au rapport de travail.

Vous trouverez des informations plus détaillées sur la finalité du traitement des données dans les différents documents contractuels.

b) Aux fins d'intérêts légitimes (article 6 paragraphe 1 point f) du RGPD)

Lorsque cela est nécessaire, nous traitons vos données pour protéger nos intérêts légitimes ou ceux de tiers.

Exemples :

- Exercice de droits dans le cadre de procédures judiciaires ;
- Garantie de la sécurité informatique et du fonctionnement des systèmes informatiques ;
- Prévention des infractions pénales et administratives, et enquêtes s'y rapportant ;

- Vidéosurveillance pour la collecte de preuves en présence d'infractions pénales, et donc en vue de protéger les clients et les employés ;
- Mesures de sécurité de bâtiments et d'installations (p. ex. contrôles d'accès) ;
- Mesures visant à garantir le respect du règlement intérieur ;
- Mesures adoptées dans le cadre de la gestion de l'entreprise et du développement des services, des produits et des marques.

a) Sur la base de votre consentement (article 6 paragraphe 1a du RGPD)

Si vous nous avez donné votre consentement au traitement de vos données à caractère personnel pour des finalités spécifiques (p.ex. transmission de données à des tiers, évaluation de données à des fins de marketing) la licéité de ce traitement résulte de votre consentement. Un consentement donné peut être révoqué à tout moment.

Nous attirons votre attention sur le fait que la révocation ne prendra effet que pour l'avenir. Les traitements effectués avant la révocation ne sont pas affectés par cette dernière.

b) Sur la base du respect d'une obligation légale (article 6 paragraphe 1 point c) RGPD) ou dans un intérêt public (article 6 paragraphe 1 point e) RGPD)

Par ailleurs, nous sommes soumis à un certain nombre d'obligations juridiques, c'est-à-dire à des dispositions légales (p. ex. droit commercial, droit fiscal etc.). Si des données sont traitées relevant de ces dispositions sont traitées, elles le sont exclusivement dans le respect desdites dispositions.

4. Qui reçoit vos données ?

Au sein de l'entreprise, les services qui reçoivent vos données sont ceux qui en ont besoin pour remplir nos obligations contractuelles et légales. Les sous-traitants (article 28 du RGPD) auxquels nous faisons appel peuvent également recevoir des données pour les finalités indiquées. Il s'agit d'entreprises relevant des catégories suivantes : services informatiques, comptabilité financière et du personnel, conseil fiscal, services de voyage, services d'impression, télécommunications, recouvrement de créances, conseil, marketing et identification d'adresses.

En ce qui concerne le transfert de données à des destinataires extérieurs à l'entreprise, il est à noter que nous ne transmettons vos données que dans les cas suivants : si la loi l'autorise ou l'exige, si vous avez donné votre consentement ou si nous sommes autorisés à communiquer une information. Dans ces conditions, peuvent être destinataires de données à caractère personnel, par exemple :

- Autorités et institutions publiques (par ex. autorités fiscales, assurances sociales, ministère public, police, autorités de contrôle) en présence d'une obligation légale ou administrative ;
- Autres sociétés auxquelles nous transférons des données à caractère personnel (par ex. auditeurs, banques, agences de crédit, fournisseurs, le cas échéant).

Peuvent également être destinataires de données les organismes pour lesquels vous nous avez donné votre consentement au transfert des données.

5. Combien de temps vos données sont-elles conservées ?

Si nécessaire, nous traitons et conservons vos données à caractère personnel pendant toute la durée de notre rapport commercial, ce qui inclut, par exemple, la conclusion et l'exécution d'un contrat ou l'exécution des finalités contractuelles.

En outre, nous sommes soumis à diverses obligations de conservation et de documentation qui résultent, entre autres, du Code de commerce et de la Loi générale des impôts. Les délais de conservation et de documentation prévus par ces textes vont de deux à dix ans.

Enfin, le délai de conservation est également évalué en fonction des délais de prescription légaux, qui, par exemple, selon les articles 195 et suivants du Code civil sont en général de trois ans, mais peuvent dans certains cas atteindre trente ans.

6. Les données sont-elles transférées dans un pays tiers ou à une organisation internationale ?

Les données ne seront transmises à des pays tiers (pays en dehors de l'Espace économique européen (EEE)) que dans les cas suivants : si cela est nécessaire à l'exécution de dispositions de votre part (par exemple, ordres de paiement), si cela est exigé par la loi ou si vous nous avez donné votre consentement. Si la loi l'exige, vous serez informé à part des détails

7. Quels sont vos droits en matière de protection des données ?

Toute personne concernée dispose d'un droit à l'information conformément à l'article 15 du RGPD, d'un droit de rectification conformément à l'article 16 du RGPD, d'un droit à l'effacement conformément à l'article 17 du RGPD, d'un droit à la limitation du traitement conformément à l'article 18 du RGPD et d'un droit de portabilité des données conformément à l'article 20 du RGPD. En outre, il existe un droit de recours auprès d'une autorité de contrôle de la protection des données (article 77 DS-GVO).

8. Avez-vous l'obligation de fournir des données ?

Dans le cadre de notre rapport contractuel, vous ne devez fournir que les données à caractère personnel nécessaires à la conclusion, à l'exécution et à la résiliation d'un rapport contractuel ou celles que nous sommes légalement tenus de collecter. En l'absence de ces données, nous devons en général refuser la conclusion du contrat ou nous ne serons plus en mesure d'exécuter un contrat existant et nous devons, le cas échéant, le résilier.

En particulier, nous sommes tenus, en vertu des dispositions légales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, dans certaines conditions, de vous identifier au moyen d'un document d'identité en vue de recueillir vos nom, lieu de naissance, date de naissance, nationalité et adresse avant d'établir une relation d'affaires. Pour que nous puissions nous conformer à cette obligation légale, vous devez nous fournir les informations et les documents nécessaires aux termes de la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent. Si vous ne nous fournissez pas les informations et les documents nécessaires, nous ne pourrions pas établir ou poursuivre la relation d'affaires que vous souhaitez entretenir.

9. Dans quelle mesure la décision est-elle automatisée dans certains cas ?

En principe, nous ne recourons pas à une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé selon l'art. 22 RGPD pour la conclusion et l'exécution du rapport contractuel. Si nous recourons à ces procédures dans certains cas, vous en serez informé à part, pour autant que la loi l'exige.

10. Dans quelle mesure vos données sont-elles utilisées pour le profilage (scoring) ?

Nous traitons certaines de vos données automatiquement dans le but d'évaluer certaines caractéristiques personnelles (profilage). Par exemple, nous utilisons le profilage dans les cas suivants :

- Nous utilisons des instruments d'évaluation pour vous fournir des informations et des conseils ciblés sur les produits. Cela permet une communication et une publicité conformes aux besoins, études de marché et d'opinion incluses.
- Nous recourons au scoring pour les clients privés ou au rating pour les entreprises dans le cadre de l'évaluation de solvabilité (conditions de paiement, paiements différés, paiements échelonnés). Il s'agit ici de calculer la probabilité qu'un client remplisse ses obligations contractuelles de paiement. Le calcul peut prendre en compte, par exemple, les revenus, les charges, les engagements existants, la profession, l'employeur, l'ancienneté dans le poste, le comportement de paiement (p. ex. transactions, soldes), les expériences tirées de la relation d'affaires entretenue jusqu'ici et les informations provenant des agences d'évaluation du crédit. Pour les entreprises, d'autres données telles que le secteur d'activité, le chiffre d'affaires annuel et la situation financière sont également prises en compte. Le scoring et le rating s'appuient sur des méthodes mathématiquement et statistiquement reconnues et éprouvées. Les scores et les notes de crédit calculés nous aident à prendre des décisions dans le cadre des contrats et sont intégrés dans la gestion des risques.

INFORMATIONS SUR VOTRE DROIT D'OPPOSITION

SELON L'ARTICLE 21 DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

1. Droit d'opposition dans les cas individuels

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des motifs liés à votre situation particulière, au traitement des données à caractère personnel vous concernant effectué sur la base de l'article 6.1.e) du RGPD (traitement des données dans l'intérêt public) et de l'article 6.1.f) du Règlement général sur la protection des données (traitement des données aux fins d'intérêts légitimes) ; cela s'applique également au profilage au sens de l'article 4.4 RGPD basé sur cette disposition, que nous utilisons à des fins de contrôle de solvabilité ou à des fins publicitaires.

Si vous vous y opposez, nous ne traiterons plus vos données à caractère personnel, sauf si nous pouvons prouver l'existence de raisons impérieuses dignes de protection pour le traitement, prévalant sur vos intérêts, droits et libertés, ou si le traitement sert à faire valoir, à exercer ou à défendre des droits.

2. Droit d'opposition contre un traitement de données pour des finalités de publicité directe

Dans certains cas, nous traitons vos données à caractère personnel pour des finalités de publicité directe. Vous avez le droit de vous opposer à tout moment au traitement des données à caractère personnel vous concernant pour des finalités publicitaires de cette nature ; cela s'applique également au profilage, dans la mesure où il est lié à cette publicité directe.

Si vous vous opposez au traitement pour des finalités de publicité directe, nous ne traiterons plus vos données personnelles pour ces finalités.

L'opposition peut être présentée sans exigences de forme et elle doit être adressée dans la mesure du possible à :

Entité responsable

E. Breuninger GmbH & Co.
Marktstraße 1–3, 70173 Stuttgart
Deutschland
Tel. 0049 (0) 711/211 – 0
E-Mail kontakt@breuninger.de

Interlocuteur

Pour contacter directement notre déléguée à la protection des données, veuillez envoyer un courrier à l'adresse ci-dessus en mentionnant sur l'enveloppe "À l'attention du délégué à la protection des données". Notre responsable de la protection des données peut être contacté à l'adresse électronique suivante: datenschutz@breuninger.de.

Si vous souhaitez poser une question concernant le traitement de vos données à l'autorité responsable, veuillez vous adresser à „Landesbeauftragter für Datenschutz und Informationsfreiheit Baden-Württemberg“, adresse postale : Lautenschlagerstraße 20, 70173 Stuttgart, Allemagne, tél. 0049 (0) 711/61 55 41-0, fax : 0049 (0) 711/61 55 41-15, e-mail : poststelle@lfdi.bwl.de. Toutefois, les personnes concernées peuvent également s'adresser à toute autre autorité de contrôle de la protection des données.